

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 8 au 19 avril 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

3,3 Mds EUR

Montants des échanges
commerciaux franco-sud-
africains en 2023

Zoom sur le commerce bilatéral franco-sud-africain (*Douanes françaises*)

Le commerce franco-sud-africain a reculé de 6,3% en 2023, pour atteindre 3,3 Mds EUR. Cette évolution s'explique d'abord par une baisse de nos importations (-10% à 1,5 Md EUR) – contraction des flux de houille qui avaient surgi en 2022 pour compenser la houille russe sous sanctions, et plus largement des produits de l'industrie minière (manganèse, zirconium, granite et arrêt des flux de minerai de fer). A l'inverse, on note la bonne tenue des importations liée aux secteurs automobile et agricole. La structure de nos importations s'est donc globalement rééquilibrée sur l'année 2023, se rapprochant de sa composition traditionnelle. Les flux de « matériel de transport » (véhicules automobiles et pièces détachées) représentent ainsi près de 40% du total, suivis des « hydrocarbures et produits des industries extractives » (houille, manganèse - environ 20%) et des « produits agricoles » (agrumes, avocats - 15%). Dans une moindre mesure, nos exportations se sont également contractées (-3% à 1,6 Md EUR) – en lien avec le recul des flux de matériel de transports et produits pharmaceutiques, dans un contexte économique domestique dégradé. La baisse a toutefois été en partie contrebalancée par les bonnes performances des ventes à l'export de matériel électrique (groupe électrogène, électrodes, etc.) et des produits des industries agroalimentaires (cognac et malt). La structure de nos exportations vers l'Afrique du Sud est restée globalement inchangée par rapport aux années précédentes. Notre premier poste d'exportation demeure les « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique », (29% du total) suivi des « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (20%) et des « produits des industries agroalimentaires » (15% - cognac, champagne, lait, malt). Avec le recul de 6,3% des échanges, l'année 2023 marque ainsi une rupture avec la tendance observée lors des deux années précédentes (+20% en 2021 et +31% en 2022). Cependant, alors que les échanges entre les deux pays avaient atteint un record historique en 2022, ils demeurent, en 2023, le second point le plus élevé (17% supérieur à la moyenne 2010-2020), portés notamment par les niveaux inédits de nos importations en provenance du pays. Si l'Afrique du Sud demeure un partenaire secondaire au niveau mondial (représentant 0,3% de nos exportation et 0,2% de nos importation), elle reste un partenaire stratégique à l'échelle de l'Afrique sub-saharienne (1er client et 3ème fournisseur).

Avec une baisse de nos importations plus marquée que celle de nos exportations, l'excédent commerciale structurel enregistré par la France vis-à-vis de l'Afrique a donc significativement augmenté en 2023 (+43,4% à 350M EUR), après avoir été divisé par deux l'année précédente. Il reste toutefois largement inférieur au niveau moyen des années 2010 (816 MEUR).

Sommaire :

Afrique australe

- Lancement d'une nouvelle route de fibre optique de 1 890 km de long en Afrique australe (*MyBroadband*)
- Présentation d'un projet de loi bipartisan au Sénat américain visant à renouveler le pacte commercial avec l'Afrique (AGOA) jusqu'en 2041 (*Reuters*)
- Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*FMI*)
- Evolution contrastée de l'inflation au mois de mars en Afrique australe (*INE – Mozambique, INE – Angola, Namstats – Namibie, StatsSa – Afrique du Sud, Zamstats - Zambie*)
- La faim touche plus de 24 millions de personnes dans la sous-région (*Oxfam*)

Afrique du Sud

- Nouvelle offre de Canal+ pour racheter le groupe audiovisuel sud-africain MultiChoice (*Reuters*)
- Le vice-ministre de l'eau et de l'assainissement réaffirme le besoin de diversification des ressources en eau (*Engineering News*)
- Démarrage d'un projet solaire de 12 MW pour un centre de données, porté par une coentreprise d'EDF (*ITWeb*)
- Officialisation de la fin des péages sur les autoroutes du Gauteng (*Engineering News*)
- PRASA relance des lignes de trains passagers dans trois provinces (*IOL*)
- Interwaste inaugure une usine de traitement des eaux usées d'une valeur de 100 M ZAR à Delmas (Mpumalanga) (*Engineering News*)
- Premiers achats de gaz mozambicain par PetroSA courant 2024 (*Engineering News*)
- Les productions manufacturière et minière progressent au mois de février (*StatsSA*)

Botswana

- Déplacement au Botswana de la Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux Chrysoula Zacharopoulou (*France Diplomatie*)

Namibie

- Africa Global Logistics (AGL) obtient la gestion du terminal vraquier de Walvis Bay en Namibie (*BizCommunity*)
- Moody's réévalue à la hausse sa perspective d'évolution de la notation souveraine (*Bank of Namibia*)
- La Banque centrale maintient son taux directeur à 7,75% (*Bank of Namibia*)

Zambie

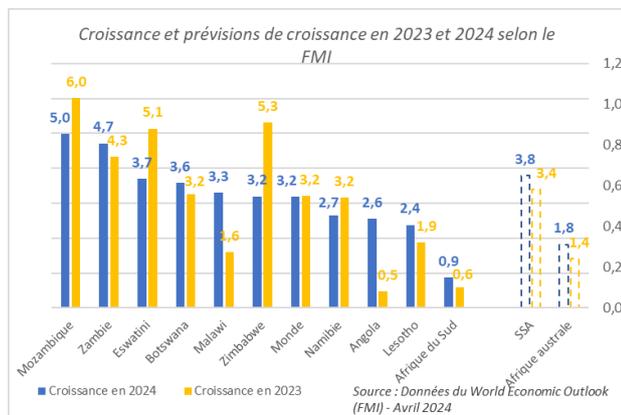
- Les mines de cuivre zambiennes à risque de subir des coupures d'électricité (*Mining.com*)
- L'Organisation des Nations Unies (ONU) demande une aide humanitaire d'urgence pour la Zambie (*Lusaka Times*)
- La croissance du PIB atteint 5,8% en 2023 (*Zamstats*)

Zimbabwe

- La Banque centrale introduit une nouvelle monnaie, le ZiG (*The Herald*)

Afrique australe

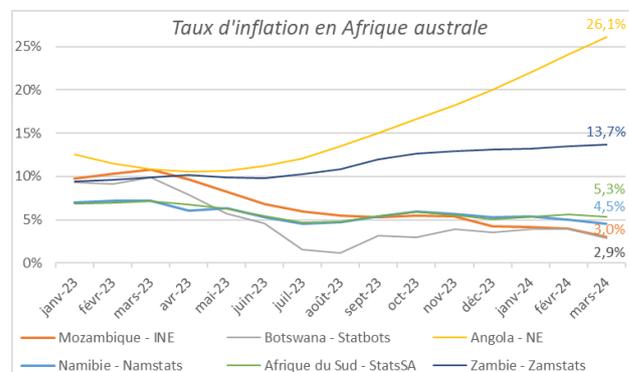
Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (FMI)



Dans le cadre de ses assemblées de printemps, conjointes avec la Banque mondiale, le FMI a présenté, le 16 avril, ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*World Economic Outlook*). Pour l'année 2024, la croissance en Afrique australe a été revue à la baisse à 1,8% (soit -0,7 points par rapport aux dernières prévisions du FMI, publiées en octobre 2023 et après 1,4% en 2022). Alors que la progression de l'activité devrait atteindre 3,8% en Afrique subsaharienne, la sous-région est la moins dynamique du continent. Cette contre-performance est principalement liée à la dégradation des perspectives de l'Afrique du Sud, qui compte pour près de 60% de l'activité de la zone. Après une hausse du PIB de 0,6% en 2023, la croissance devrait en effet rester atone en 2024 (0,9%), un niveau de 0,9 point inférieur aux prévisions d'octobre. Les crises énergétiques et logistiques devraient ainsi continuer d'entraver fortement les secteurs productifs, alors que le commerce extérieur devrait pâtir de la modération des cours des matières premières minières. Les prévisions sont également rabaisées pour l'Angola, seconde économie de la sous-région (+2,6% soit -0,7 point par rapport aux précédentes estimations, et après 0,5% en 2023 – en lien avec la modération anticipée des cours du pétrole et la forte dépréciation de la devise locale), au Botswana (+3,6%, soit -0,5 point, après 3,2% en 2023) et au Zimbabwe (+3,2% soit -0,4 point, après 5,3% en 2023). Les prévisions sont maintenues en Namibie (+2,7% en 2024 après 3,2% en 2023), au Mozambique (+5% en 2024 après 6% en 2023) et au Malawi (+3,3% après 1,6% en 2023). Elles

sont enfin réhaussées en Zambie (+4,7% soit +0,4 point, après 4,3% en 2023).

Evolution contrastée de l'inflation au mois de mars en Afrique australe (INE – Mozambique, INE – Angola, Namstats – Namibie, StatsSa – Afrique du Sud, Zamstats - Zambie)



Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (*StatsSA – Afrique du Sud, INE – Angola, INE – Mozambique, Namstats – Namibie, Zamstats - Zambie*) ont publié cette semaine leurs données relatives à l'inflation pour le mois de mars, reflétant des dynamiques contraires. **En Afrique du Sud, l'inflation atteint 5,3% en mars**, contre 5,6% au mois précédent, en accord avec les anticipations des observateurs (5,4%). L'indicateur se maintient donc au-dessus de la barre des 5% depuis sept mois (oscillant entre 5,1 et 5,9%). Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix demeurent le « logement, l'eau et l'électricité » (+5,9%, soit une contribution positive de 1,4 point), les « produits alimentaires et boissons » (+5,1%, soit +0,9 point) et les « transports » (+5,3%, soit +0,8 point). **En Namibie**, l'inflation sur un an a atteint 4,5% au mois de mars, après 5,0% en février. L'indicateur se contracte pour le second mois consécutif et atteint son plus bas niveau depuis juillet 2023. Cette évolution s'explique notamment par la modération de la hausse des prix des « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,9%, soit une contribution positive de 1 point, son niveau le plus bas depuis deux ans), les « boissons alcoolisées et le tabac » (+6,8% soit +0,9 point) et « les logements, l'eau et l'électricité » (+4,2%, soit +0,8 point). **De même, l'inflation poursuit sa décrue au Mozambique**, pour le cinquième mois consécutif et atteint 3% au mois de mars, contre 4% le mois précédent – un niveau nettement inférieur aux anticipations. Le poste « produits alimentaires » demeure le

principal contributeur à la hausse des prix (+4,9%, soit +1,3 points) suivi et des « restaurants, hôtels et cafés » (+2,7%, soit +0,6 point). A l'inverse, les pressions inflationnistes se renforcent légèrement en [Zambie](#), pour le neuvième mois consécutif et atteignent 13,7%, contre 13,5% le mois précédent. Elles restent largement portées par les « denrées alimentaires » (+15,6%, soit +9 points), et les « transports » (+21,7%, soit +1,6 point). On observe une évolution similaire en [Angola](#), où l'indicateur s'établit à 26,1 % en glissement annuel et atteint un point haut depuis mars 2022.

La faim touche plus de 24 millions de personnes dans la sous-région (Oxfam)

Selon l'organisation Oxfam, l'Afrique australe subit des chocs climatiques majeurs qui déstabilisent les secteurs agricoles et entraînent une forte progression de l'insécurité alimentaire. La crise touche, selon l'ONG, environ 10 M de Malawites, 6 M de Zambiens, 3 M de Zimbabwéens et 3 M de Mozambicains. Cette situation est liée aux perturbations climatiques amenées par le phénomène climatique El Nino. Certains pays sont ainsi touchés par une pluviométrie extrême (tempêtes et inondations qui ont touché le Mozambique au mois de mars), et d'autres par des épisodes de sécheresse prolongée (Zambie, Malawi, Zimbabwe). Selon un rapport, publié le 13 mars par le bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, la pluviométrie enregistrée en Afrique australe en janvier/février est ainsi la plus basse observée depuis quarante ans. Au total ce sont plus de 2 M d'hectares de récoltes qui ont été détruits par les chocs climatiques poussant les gouvernements malawite, zambien et zimbabwéen à déclarer l'état d'urgence et de catastrophe naturelle. Dans ce contexte, le [Président Zambien a par ailleurs lancé un appel à la communauté internationale, le 16 avril](#). Il évalue les besoins d'aide humanitaire à près de 900 MUSD dans les secteurs de la santé, agricole et de l'eau, pour subvenir aux besoins urgents de près de 6,6 M d'individus.

Lancement d'une nouvelle route de fibre optique de 1890 km de long en Afrique australe (MyBroadband)

Le fournisseur panafricain de connectivité à haut débit Paratus a annoncé le lancement d'une nouvelle route de fibre optique de 1890 km de long en Afrique australe. L'infrastructure part de la station d'atterrissage du câble Equiano (câble de Google reliant l'Afrique à l'Europe) à Swakopmund, en Namibie, pour connecter Johannesburg, en Afrique du Sud, en passant par le Botswana. Cette liaison est appelée *Botswana Kalahari Fiber*. Ce lancement intervient dans le contexte où les quatre autres câbles sous-marins reliant l'Afrique à l'Europe, hors Equiano, ont été endommagés au large de la Côte d'Ivoire, le 14 mars 2024, provoquant des pannes et des ralentissements généralisés du trafic internet en Afrique australe. Cette nouvelle route devrait donc contribuer à renforcer la couverture, la qualité et la disponibilité de la connectivité Internet en Afrique australe et limiter l'impact de la panne actuelle.

Présentation d'un projet de loi bipartisan au Sénat américain visant à renouveler le pacte commercial avec l'Afrique (AGOA) jusqu'en 2041 (Reuters)

Un groupe bipartisan de sénateurs américains a présenté au Sénat américain un projet de loi portant sur la prolongation du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales accordé depuis l'an 2000 par les Etats-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne et expirant en 2025, jusqu'en 2041. Le projet de loi a été présenté par les sénateurs Chris Coons, un démocrate, et James Risch, un républicain membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères. Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGOA, en fonction notamment de leur attachement à l'économie du marché, au respect de l'Etat de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération, les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés. Plusieurs responsables américains, dont la représentante adjointe des Etats-Unis pour le Commerce extérieur chargée des affaires africaines, Constance Hamilton, avaient plaidé ces derniers mois pour la révision des critères d'éligibilité au régime de préférences commerciales ou son remplacement par un nouvel accord

commercial au grand dam des pays africains. Ce projet de loi de renouvellement de l'AGOA, publiquement approuvé par Joe Biden, semble donc aller dans le sens des pays africains et en particulier l'Afrique du Sud qui était sous pression américaine au vu de son positionnement diplomatique proche de Moscou et hostile à Israël. Un projet de loi présenté par M. Coons en novembre dernier prévoyait un examen immédiat en dehors du cycle pour l'Afrique du Sud, l'un des principaux bénéficiaires du programme, mais cette disposition n'est pas incluse dans la version du projet de loi soumise au Sénat.

Afrique du Sud

Nouvelle offre de Canal+ pour racheter le groupe audiovisuel sud-africain MultiChoice (Reuters)

Le 8 avril 2024, Canal+ a fait une offre pour racheter toutes les actions du diffuseur sud-africain MultiChoice à hauteur de 125 ZAR (environ 6 EUR) par action soit un montant total de 35 Mds ZAR (1,7 Mds EUR environ) pour l'achat des actions MultiChoice n'appartenant pas à CANAL+. Pour rappel, Canal+ avait formulé une première offre le 1^{er} février 2024 à hauteur de 105 ZAR (environ 5 EUR) par action, soit à l'époque une offre 40% au-dessus du prix du marché. Cette annonce avait conduit à une augmentation du cours de l'action en bourse de 26,6% le jour même. Cette offre avait été refusé par MultiChoice qui l'estimait beaucoup trop basse. Par la suite, le 27 février 2024, le *Takeover Regulation Panel (TRP)*, comité sous l'autorité du *Department of Trade and International Commerce (DTIC)*, avait statué que Canal+ devait faire une offre obligatoire de rachat des actions MultiChoice, conformément à la loi sud-africaine dès lors que le seuil réglementaire de 35% est franchi. Canal+, après le refus initial de vente de Multichoice, a continué à acheter au flottant des actions et franchi la barre des 35% de participation au capital. Canal+ possède désormais 40,83% des parts de MultiChoice au Johannesburg Stock Exchange (JSE) et continue de monter au capital. La nouvelle offre valorise le groupe sud-africain, dont l'action culmine actuellement à 116 ZAR, à environ 55 Mds ZAR (environ 2,7 Mds EUR). Canal+ se

réserve le droit d'acheter d'autres actions MultiChoice sur le marché pendant la durée de l'offre. Si la société française achète ces actions à plus de 125 ZAR chacune, elle sera légalement obligée d'augmenter le prix de l'offre publique. L'opération, qui semble en bonne voie, devra également se plier aux exigences strictes du pays en matière de législation BEE (Black Economic Empowerment) qui oblige un quota d'actionnaires noirs et de restrictions sur la propriété des médias étrangers, qui plafonnent les droits de vote à 20 %. L'intégration de MultiChoice permettrait d'ajouter les 23,5 M d'abonnés que compte le groupe sur le continent africain, dans la partie anglophone principalement, aux 23 M d'abonnés de Canal + (dont 8 M en Afrique, principalement francophone). Au total, cela représenterait environ 31 M d'abonnés dans 50 pays africains différents, et 46,5M au total. Cette consolidation permettrait ainsi au groupe Canal+/Multichoice, et notamment l'offre de streaming Showmax de ce dernier, de peser davantage face à la restructuration du secteur, surtout face aux plateformes américaines (Netflix, Amazon Prime, Apple TV...).

Le vice-ministre de l'eau et de l'assainissement réaffirme le besoin de diversification des ressources en eau (Engineering News)

David Mahlobo, vice-Ministre de l'Eau et de l'Assainissement sud-africain, a rappelé que l'Afrique du Sud est confrontée à de nombreux risques pouvant entraîner une baisse rapide de la disponibilité de l'eau, et a réaffirmé la nécessité de diversifier les ressources en eau pour garantir la sécurité hydrique. Le vice-Ministre a expliqué que les principaux risques actuels sont notamment la croissance économique, la croissance démographique, l'urbanisation, l'utilisation inefficace de l'eau, la dégradation des zones humides et l'impact du changement climatique, ainsi que les défis financiers auxquels sont confrontées les municipalités, dont les arriérés de paiements vis-à-vis des agences de l'eau s'élèvent à 19 Mds ZAR (940 M EUR). Le cas le plus emblématique concerne la municipalité de Johannesburg. Dans la plus grande ville du pays, les déficiences du réseau, opéré par l'agence Johannesburg Water, ainsi que les détournements et actes de vandalisme, occasionnent des pertes de

44%. Dans l'agglomération de Johannesburg, les réservoirs ne sont plus remplis qu'à 30% avant la saison sèche hivernale. Le vice-Ministre a mis en avant plusieurs projets-clés, dont la mise en œuvre permettrait d'améliorer la situation difficile du pays, par exemple la phase 2 du Lesotho Highlands Water Project (LHWP), d'un montant de 40 Mds ZAR (2 Mds ZAR). Ce projet vise à fournir, principalement pour la province du Gauteng, environ 470 millions de m³/an en plus des 780 millions de m³/an de la phase 1 du LHWP. Enfin, il est important de noter que cette sortie médiatique intervient quelques semaines après l'annonce de l'ouverture des projets du secteur de l'eau au secteur privé via des partenariats publics-privés (PPP) dont il est espéré qu'elle puisse apporter de nouvelles sources de financements et d'expertise, à même de moderniser et développer les infrastructures actuelles.

Démarrage d'un projet solaire de 12 MW pour un centre de données, porté par une coentreprise d'EDF (ITWeb)

Distributed Power Southern Africa (DPA SA), coentreprise à parts égales du groupe EDF et de DPA, elle-même filiale du groupe Cassava Technologies, a annoncé le début de la construction d'une ferme solaire de 12 MW située dans la province du Free State. Cette centrale alimentera les centres de données opérés par Africa Data Centres (ADC), autre filiale du groupe Cassava Technologies. Le projet avait fait l'objet d'un contrat d'achat d'électricité de 20 ans entre Africa Data Centres et DPA SA, signé en mars 2023. Selon le communiqué officiel, le but du projet est de fournir en énergie renouvelable les sites d'America Data Centres, en commençant par son centre de données au Cap, l'installation CPT1. Les phases suivantes permettront de fournir les centres de données de Johannesburg d'America Data Centres.

Les productions manufacturières et minières progressent au mois de février (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a progressé de 4,1% au mois de février contre 2,9% le mois précédent. La croissance est portée par l'industrie du bois et de papeterie (+14,9%, soit une contribution

positive de 1,5 point), de l'industrie agroalimentaire (+5,8%, soit +1,3 point) et de l'industrie pétrolière et chimique (+4,7%, soit +1 point). **En parallèle, la production minière a fortement rebondi (+9,9%) après s'être contractée au mois de janvier (-2,8%),** surpassant nettement les anticipations des observateurs (+3,9%). Cette évolution s'explique notamment par les très bonnes performances du minerai de fer (+42,9%, soit une contribution positive de 5,1 points) – portée par une hausse de la demande mondiale en lien avec la bonne tenue de l'industrie sidérurgique, du charbon (+14,6%, soit +3,7 points) et du minerai de chrome (+20,6%, soit +1 point). Au total, huit secteurs sur douze enregistrent une croissance de leur activité. A noter, à l'inverse, le recul des activités aurifères (-3,6%, soit -0,6 point) pour le quatrième mois consécutif. Ces bonnes performances reflètent notamment l'atténuation des délestages électrique observée depuis le début de l'année – diminution des pannes dans les centrales à charbon d'Escom et ajouts de capacité d'auto génération par le secteur privé. Les industries minières et manufacturières devraient ainsi continuer de bénéficier de la stabilisation de la situation ces derniers mois (aucun délestage enregistré ce jour au mois d'avril). Toutefois, les difficultés logistiques continuent de fortement peser sur l'activité des secteurs productifs.

Officialisation de la fin des péages sur les autoroutes du Gauteng (Engineering News)

La Ministre des Transports, Sindisiwe Chikunga, a indiqué mercredi que les routes du Gauteng ne seraient plus soumises au péage à partir du 12 avril 2024. Chikunga a admis une faillite du système, puisque la collecte des paiements était virtuellement inexistante. Cette situation d'impasse n'est pas nouvelle puisqu'un comité de trois membres - composé du Ministre des Transports, du Ministre des Finances et du Premier ministre du Gauteng – avait été chargé par le Président Cyril Ramaphosa en juillet 2019 de résoudre cette situation, sans résultats. Depuis son lancement par l'entreprise publique SANRAL, le programme d'e-péage du Gauteng a accumulé 43 Mds ZAR de créances (2,1 Mds EUR), dont la charge sera assumée à 70% par le National Treasury et 30% par la province du Gauteng. Selon

l'Organisation Undoing Tax Abuse, la levée de ces frais de péages (théoriques) pourrait paradoxalement relancer l'utilisation des solutions de e-péage en Afrique du Sud. En effet, les usagers pourront utiliser cette solution sans craindre d'être les seuls à être automatiquement débités lorsqu'ils emprunteront les autoroutes du Gauteng.

PRASA relance des lignes de trains passagers dans trois provinces (IOL)

La Passenger Rail Agency of South Africa (Prasa), filiale du groupe public Transnet dédiée au transport ferroviaire de passagers, a déclaré qu'elle avait rétabli cinq services ferroviaires dans les provinces du Gauteng, KwaZulu-Natal et Western Cape. Plus précisément, cela concerne les lignes Le Cap-Stellenbosch (Western Cape), Merebank-Chatsglen (KZN), Johannesburg-Florida, Johannesburg-Nancefield et Germiston-Elsburg (Gauteng). L'entreprise publique a aussi annoncé que la ligne Le Cap-Stellenbosch serait prolongée jusqu'à Muldersvlei, et dans la province de KZN, la ligne Merebank-Chatsglen serait prolongée jusqu'à Crossmore. Ce rétablissement n'est pour l'instant effectif qu'à temps partiel mais PRASA s'affaire à le rendre permanent. Cette annonce est un signal positif au vu de l'état de déliquescence avancé du transport ferroviaire de passagers sud-africains. Le seul réseau fonctionnant de manière optimale est le Gautrain entre Pretoria et Johannesburg, opéré par Bombela Operating Company (BOC), une entreprise contrôlée en majorité par RATP Développement.

Interwaste inaugure une usine de traitement des eaux usées d'une valeur de 100 M ZAR à Delmas (Mpumalanga) (Engineering News)

Interwaste, filiale sud-africaine du groupe français Séché Environnement spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets, a inauguré le mercredi 10 avril 2024 une usine de traitement des eaux usées (traitement des lixiviats et des effluents) d'une valeur de 100 M ZAR (5M EUR) à Delmas dans le Mpumalanga. Les lixiviats sont les eaux issues du ruissellement, produites sous l'action conjuguée de l'eau de pluie et de la fermentation des déchets enfouis. Dans ce cas-ci, il s'agit des lixiviats produits une décharge adjacente d'Interwaste, mais

aussi par d'autres installations, notamment industrielles et minières, à proximité. Au total, l'usine peut traiter 43 millions de litres d'effluents par an et récupérer 80 à 90 % d'eau propre et réutilisable, soit 36 millions de litres. L'eau ainsi traitée alimente le site lui-même, mais peut également être réutilisée par des clients industriels de la région. Le surplus, considéré comme propre pour l'environnement, est reversé dans les cours d'eau. Interwaste a expliqué que cette usine est la première de ce type en Afrique du Sud car elle permet de traiter toutes sortes de pollution des eaux (métaux lourds, résidus d'hydrocarbures, déchets organiques...).

Premiers achats de gaz mozambicain par PetroSA courant 2024 (Engineering News)

La société sud-africaine publique des hydrocarbures PetroSA s'attend à ce que les premiers flux de gaz mozambicain soient acheminés vers l'Afrique du Sud dans le cadre d'un accord avec la société nationale d'énergie du Mozambique ENH dans le courant de l'année 2024. PetroSA a reçu de la part des autorités de régulation en mars 2024 sa licence pour le commerce du gaz, et vient de conclure un accord portant sur une quantité initiale de 2 pétajoules de gaz par an (PJ/a), avec la possibilité d'augmenter cette quantité à 200 pétajoules à terme. Cela permettrait d'approvisionner de nombreux utilisateurs industriels de gaz, dont le sidérurgiste ArcelorMittal qui dépend actuellement d'environ 190 PJ/a, principalement fournis par l'entreprise pétrochimique sud-africaine Sasol. Afin de rendre ce partenariat pérenne, PetroSA souhaiterait former une coentreprise (JV) avec son alter-ego mozambicain ENH afin de reproduire le modèle JV à Mossel Bay pour commercialiser le gaz des gisements offshore découverts par TotalEnergies. Par ailleurs, PetroSA négocie actuellement deux accords de transport de gaz avec Sasol et Rompco, la société de gazoducs qu'elle exploite, afin d'accéder à la capacité non engagée du réseau de gazoducs. Le gazoduc Rompco relie le Mozambique au complexe pétrochimique de Sasol à Secunda, où la société exploite la plus grande usine de transformation du charbon en liquides au monde.

Botswana

Déplacement au Botswana de la Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux Chrysoula Zacharopoulou (France Diplomatie)

Mme Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'État chargée du Développement et des Partenariats internationaux, était au Botswana du 9 au 11 avril 2024 sur l'invitation du Ministre des Affaires étrangères botswanais M. Lemogang Kwape. Ce déplacement, le premier depuis neuf ans à un niveau ministériel, a permis d'amplifier le partenariat bilatéral autour de trois grands axes correspondant aux priorités du Botswana: l'agriculture, le tourisme durable et le numérique. Ces priorités ont pu être abordées lors de la rencontre entre la secrétaire d'Etat et le Président Masisi qui a donné lieu à la Déclaration de Gaborone qui inaugure une plus forte coopération dans ces domaines. Mme Zacharopoulou a aussi visité le *Botswana Digital & Innovation Hub* qui s'inspire du modèle de la Station F, le plus grand incubateur de start-ups en France.

Namibie

Africa Global Logistics (AGL) obtient la gestion du terminal vraquier de Walvis Bay en Namibie (BizCommunity)

Africa Global Logistics (ex-Bolloré Logistics) a signé le contrat de gestion du terminal vraquier de Walvis Bay en Namibie. La cérémonie a eu lieu en présence de Tony Stenning, directeur Afrique australe d'AGL et d'Andrew Kanime, PDG de l'autorité portuaire nationale de Namibie, *Namport*. Cette signature fait suite à un appel d'offres international lancé par *Namport* en janvier 2023. Le terminal sera notamment sur les exportations de fer, de manganèse, de cuivre, de charbon, de lithium, mais aussi éventuellement de produits agricoles. Par ailleurs, AGL s'engage à promouvoir le développement du corridor stratégique namibien qui devrait bénéficier du développement de la ligne ferroviaire (1500 km) Trans-Kalahari en lien avec le Botswana. A noter que Terminal Investment Limited (TIL), autre filiale du

groupe MSC (nouvel actionnaire majoritaire d'AGL), avait déjà obtenu fin 2022 la concession pour le terminal de conteneurs de Walvis Bay.

Moody's réévalue à la hausse sa perspective d'évolution de la notation souveraine (Bank of Namibia)

Le 5 avril, l'agence de notation Moody's a mis à jour la notation souveraine de la Namibie, maintenant la notation à « B1 » (quatre rangs en deçà de la catégorie « investissement ») mais rehaussant sa perspective de « stable » à « positive ». L'institution justifie sa décision par l'amélioration des perspectives de croissance du pays, portées par la hausse des prix des matières premières (uranium notamment), l'augmentation des investissements miniers et le potentiel de développement des hydrocarbures et des énergies renouvelables dans le pays. L'agence attire cependant l'attention sur le niveau élevé de la dette publique (64% du PIB) et de son poids sur les finances publiques. Par ailleurs, la Namibie devrait faire face à des besoins de financement élevés dans les années à venir, alors qu'une obligation internationale (*Eurobond*) de 750 MUSD arrive à maturité en 2025. Moody's reconnaît cependant que ces risques sont limités par l'afflux d'Investissements Directs à l'Étranger (portés notamment par les activités d'explorations d'hydrocarbures dans le bassin de l'Orange), des niveaux de réserves de changes adéquats et l'amélioration de la situation des finances publiques (excédent primaire sur l'exercice 2023/24 -1,7% du PIB, le premier depuis 2012).

La Banque centrale maintient son taux directeur à 7,75% (Bank of Namibia)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia - BoN*) a décidé de maintenir son taux directeur à 7,75% lors de son comité de politique monétaire, qui s'est tenu les 15 et 16 avril. Dans son communiqué, l'institution monétaire justifie sa décision par la modération de l'inflation (cf : [brève Afrique australe](#)), alors qu'elle a légèrement révisé ses prévisions de l'indicateur pour l'année 2024 à 4,9% (+0,1 point). Elle souligne également des risques persistants sur l'accélération des pressions inflationnistes

comme les tensions géopolitiques au Moyen-Orient (possible impact sur les prix pétroliers) et les chocs climatiques (El Nino). Cette décision fait suite au maintien du taux directeur de la Banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank*) à 8,25% lors de son comité du 27 mars. En effet, les évolutions de l'inflation affectent peu la politique monétaire de la BoN, cette dernière poursuivant comme objectif principal le maintien de la parité avec le rand dans le cadre de la zone monétaire commune. Par ailleurs, à noter que dans un contexte de creusement du déficit commercial (+19,2% à 54,3 Mds NAD, sur les deux premiers mois de 2024 par rapport à la même période de l'année précédente), le niveau de réserve a significativement diminué (-3% sur deux mois à 54,3 Mds NAD, soit 3,7 mois d'importation contre 5,1 au mois de décembre). Il reste néanmoins jugé suffisant pour maintenir la parité avec la devise sud-africaine. Le prochain Comité de politique monétaire se tiendra les 17 et 18 juin.

Zambie

Les mines de cuivre zambiennes à risque de subir des coupures d'électricité (*Mining.com*)

Selon la Chambre des mines de Zambie, le producteur d'électricité public, ZESCO, a notifié à plusieurs mines qu'elle pourrait appliquer la clause de force majeure en raison de la sécheresse actuelle, qui affecte fortement la production d'électricité des barrages hydroélectriques du pays (85% de la production). Cette clause majeure autorise ZESCO à faire subir des coupures d'électricité au secteur minier qui était jusque-là à l'abri des délestages en raison de son importance stratégique pour l'économie zambienne. Le mois dernier, la ZESCO avait déjà déclaré qu'elle demanderait aux mines de réduire leur utilisation du réseau de 25 %. Cette décision inédite est motivée par la sécheresse actuelle que le gouvernement anticipe comme la pire depuis plus de 100 ans. La sévérité du rationnement de la charge, encore inconnue, déterminera l'impact sur la production de cuivre qui pourrait donc diminuer pour la quatrième année consécutive alors que le pays vise une production annuelle, qui semble irréaliste en l'état actuel, de 3mt en 2030

(792kt en 2023). Néanmoins, il semblerait que les mines les plus importantes (Kansanshi, Trident et Lumwana) ne devraient pas être gravement touchées cette année. Cette annonce est également une mauvaise nouvelle pour le marché mondial du minerai de cuivre, en grande tension, qui bénéficie d'une demande de plus en plus élevée due à l'importance du cuivre dans la transition énergétique et notamment pour les voitures électriques.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) demande une aide humanitaire d'urgence pour la Zambie (*Lusaka Times*)

L'ONU a lancé un appel à l'aide humanitaire d'urgence en Zambie en raison de la sécheresse provoquée par El Niño. Cet événement climatique extrême, amplifié par le changement climatique, a détruit près de la moitié de la récolte de maïs du pays, qui se trouve désormais dans une situation alimentaire critique. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance, plus de six millions de Zambiens, dont la moitié sont des enfants, ont été touchés par la sécheresse. La Zambie a déjà déclaré l'état d'urgence et se retrouve également dans une situation énergétique critique (8h de coupures électriques par jour) à cause du niveau très bas des barrages hydroélectriques, qui représentent 85% du mix énergétique du pays. Avec cet appel, l'ONU espère une mobilisation rapide de la communauté internationale en plus du déblocage de ses réserves stratégiques alimentaires.

La croissance du PIB atteint 5,8% en 2023 (*Zamstats*)

Selon l'institut national des statistiques (*Zamstats*), la croissance du PIB a atteint de 5,8% en 2023, après 5,2% en 2022. Seize secteurs sur dix-neuf ont enregistré une croissance de leurs activités et en particulier les secteurs de l'« information et de la communication » (+28,8%, soit une contribution de 2,7 points), l'éducation (+15,4%, soit 1,1 point) et la construction (+9,3%, soit 0,9 point). A l'inverse, l'agriculture (-9,1%, soit -0,6 point) et le secteur minier (-5,9%, soit -0,5 point) ont enregistré une contraction de leur activité. L'année 2024, devrait voir une croissance de 4,7 selon *Zamstats* (et le FMI) portée par

une reprise des secteurs miniers et agricoles. La reprise de la mine de Mopani par International Ressources Holding, une compagnie émiratie devrait permettre le rebond de l'industrie qui a connu une année difficile avec de nombreuses inondations. Le prix du cuivre repart également à la hausse et pousse les compagnies minières à réouvrir ou investir davantage dans les infrastructures minières (*Zambia National Service, CNMC, Barrick Glod Cooperation*). Cependant, la sécheresse actuelle qui touche le pays devrait empêcher le secteur agricole de rebondir.

Zimbabwe

La Banque centrale introduit une nouvelle monnaie, le ZiG (*The Herald*)

Le 5 avril, à l'issue du Comité de politique monétaire, le nouveau gouverneur de la Banque centrale du Zimbabwe (RBZ), John Mushayavanhu a annoncé la création d'une nouvelle monnaie, le Zimbabwe Gold (ZiG), qui devra remplacer le *Zimbabwe Dollar* (ZWL) dès le 30 avril. Les Zimbabweens auront alors 21 jours pour échanger leurs anciens billets contre les nouvelles coupures, allant de 1 à 200 ZiG. La RBZ a fixé le taux de change initial à 13,56 ZiG pour 1 USD.

Le décret établissant la nouvelle devise précise qu'elle sera adossée à un panier de réserves composé de devises étrangères et de métaux précieux (principalement de l'or) détenus par la Banque centrale. Ainsi, les autorités affirment que le ZiG est soutenu par 285 MUSD d'actifs de réserves dont 100 M USD et 2,5 tonnes d'or. Si ces estimations s'avéraient justes, le niveau de réserve serait suffisant pour assurer une couverture complète de la monnaie. Cette annonce, qui a pris de cours de nombreux observateurs et partenaires, témoigne des difficultés récurrentes de l'économie à établir une confiance durable dans sa devise domestique (sixième devise depuis l'indépendance du pays en 1980). Pour rappel, le ZWL, avait été introduit en 2019 après une décennie d'économie dollarisée. Cependant, la monnaie souffre d'une crise majeure de confiance, qui s'est nettement accentué depuis le second trimestre 2023, entraînant un dérapage incontrôlé de l'inflation. La monnaie a ainsi perdu plus de 97% de sa valeur depuis janvier 2022 – le taux de change officiel ayant atteint la parité de 30 670 ZWL pour 1 USD le 5 avril. De facto, l'économie est aujourd'hui en grande majorité dollarisée, le dollar américain, étant désormais utilisé dans 85% des transactions.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	18/04/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	19,1 ZAR	-1,7%	-1,1%	-5,2%	-4,1%
Angola	832,8 AOA	-0,2%	0,0%	-39,2%	-0,5%
Botswana	13,6 BWP	-1,0%	-1,3%	-4,7%	-2,6%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	25,3 ZMW	-1,5%	0,4%	-31,1%	-2,1%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dtresor.gouv.fr